

la revue des livres



Chronique bibliographique sous la responsabilité de Patrick Quantin, avec la collaboration de Rob Buijtenhuijs, Michel Cahen, Bernard Conte, Véronique Dimier, Jean-Pierre Magnant, Odile Réveyrand-Coulon, Alain Ricard.

TUDESQ (André-Jean) — **Feuilles d'Afrique, étude de la presse de l'Afrique subsaharienne.** — Bordeaux, Maison des sciences de l'homme, 1995, 362 p.

Le dernier livre d'André-Jean Tudesq, professeur à l'université Michel-de-Montaigne, où il a formé des générations de spécialistes de la communication et maintenu la notoriété de Bordeaux comme centre d'études des médias, est la dernière pierre d'un édifice commencé en 1982 avec *La radio en Afrique noire* (Redone, 1982), poursuivi en 1992 par *L'Afrique noire et ses télévisions* (INA/Anthropos, 1992) et qui s'achève aujourd'hui par l'étude la plus complète et la plus complexe, celle de la presse écrite. Cette série d'ouvrages fera référence et devrait figurer dans toutes les bibliothèques africanistes. Elle prend la relève des travaux parus dans les années 60 aux États-Unis sur « communication et développement » et elle présente le bilan des illusions de ces années euphoriques. Fortement appuyés sur des séries de tableaux et sur une importante documentation, ces textes traitent de toute l'Afrique subsaharienne (à cet égard je ne suis pas sûr qu'il soit juste de classer encore la Tanzanie swa-

hiliphone dans l'Afrique anglophone), y compris l'Afrique du Sud et permettent de situer les problèmes de l'Afrique francophone dans un contexte plus large, celui de la crise des ajustements et de la nécessaire démocratisation des systèmes politiques. Une première partie donne un historique de la presse, alors que la deuxième partie porte sur la presse et les aspirations démocratiques à la fin du XX^e siècle et que la troisième partie porte sur les lecteurs, la presse et l'opinion. On notera l'importance attachée, à juste titre, aux presses spécialisées, la presse religieuse, comme la presse sportive, ainsi que l'étude originale en français (à l'exception des publications de l'Unesco) de la presse en langue africaine. La notion d'opinion publique est l'objet d'une réflexion tout à fait d'actualité, car elle est bien l'un des nouveaux acteurs du jeu politique de la difficile « transition » démocratique. Le livre est paru alors que la presse nouvelle du Rwanda était l'objet d'un remarquable travail de Reporters sans frontières qui montrait à quelles dérives l'opinion pouvait se laisser conduire. La nouvelle presse tombera-t-elle aux mains de l'argent — international ? — après avoir été prisonnière des partis uniques ? Qu'est-ce que la démocratie et le développement ont

à gagner à de telles mutations ? Voilà bien les importantes questions que cet ouvrage solide permet de poser de manière raisonnable. [A.R.]

PERRIN (E.R.) — **Les grands problèmes internationaux.** — Paris, Masson, 1995, 301 p.

Cet ouvrage apparaît avant tout destiné à la préparation des concours administratifs de catégorie A et particulièrement du concours d'entrée à l'ENA, il propose en 300 pages un large tour d'horizon des problèmes politiques, juridiques et économiques du XX^e siècle. La première partie s'intéresse aux relations internationales contemporaines. Elle présente l'évolution de l'ordre international, la place de la France au sein de celui-ci ainsi que le phénomène de mondialisation des flux commerciaux et financiers. La deuxième partie porte sur le droit international public. Elle examine « les principales composantes du droit international public : ses sujets, ses sources, ses règles particulières applicables aux espaces et au règlement des différends, la solution des conflits au plan contentieux » (p. 133). La troisième partie est consacrée à l'étude de l'Union européenne. Après avoir exposé l'évolution du processus de la construction européenne qui nous conduit de la Deuxième Guerre mondiale au traité de Maastricht, l'auteur présente les institutions et leur mode de fonctionnement et s'intéresse enfin aux politiques communautaires tant au plan interne que vis-à-vis de l'extérieur.

Compte tenu de ses objectifs, il s'agit d'un bon ouvrage. On pourra toutefois regretter la faiblesse de la bibliographie qui ne comporte au total, que quatorze références. [B.C.]

KOUDAWO (Fafali) — **Eleições e lições. Esboços apra uma análise das primeiras eleições pluralistas na Guiné-Bissau.** — Bissau, Ku Si Mon Editora, 64 p.

De nationalité togolaise, chercheur

depuis trois ans à l'Instituto nacional de Estudos e Pesquisas de Bissau, Fafali Koudawo a été remarqué en 1992 pour son étude sur *La formation des cadres africains en Europe de l'Est depuis 1918* (Paris, L'Harmattan).

Le présent livre risque de passer inaperçu du fait de sa parution dans une petite maison bissau-guinéenne. Il s'agit pourtant d'une analyse stimulante des premières élections pluralistes de l'histoire du pays. Le processus de transition y a été particulièrement long (1990-1994), alors que, contrairement à la plupart des pays africains, aucune période pluraliste n'y avait existé lors des premières années de l'indépendance. Malgré la forte personnalisation du pouvoir autour du président Nino Vieira, le processus a avant tout pris l'aspect de la contestation d'un parti, le PAIGC, à la symbolique historique particulièrement puissante. Pourtant il y eut assez peu de ruptures brutales durant la transition, avec présence certes massive de citoyens aux meetings, mais faible rôle des associations, syndicats, etc. Cela est sans doute dû, au moins partiellement, au fait qu'il y eut en pratique un consensus entre le pouvoir, l'opposition et la communauté internationale pour réduire la transition aux élections. D'autres thèmes comme l'indépendance de la justice, ou la question de la terre, ont été quasi absents.

Les passages les plus forts de l'étude concernent le rôle attribué aux associations féminines et l'usage de l'histoire par les candidats. En effet, les puissantes *mand juandades* (sociétés de danse de quartier) sont massivement venues aux meetings du pouvoir, et leur fédération est présidée par la femme du chef de l'État. F. Koudawo montre qu'un tel comportement a été la conséquence de la grande solidarité interne des *mand juandades*, mais n'a nullement impliqué un vote féminin en faveur du pouvoir.

Le recours à l'histoire a été différencié selon les candidats : réaffirmation de la légitimité de la guérilla, mais aussi de l'homme fort (« Kabi », « Machu ») par le Président ; forte contestation de cette version par Kumba Iala, le principal opposant, mais avec port ostensible du bonnet rouge, comme Amilcar

Cabral et positionnement comme *machu* capable d'affronter Nino Vieira, etc.

J'ai regretté l'absence d'une analyse fine du facteur ethnique. L'auteur s'en tient à une fort justifiée mise en garde (page 31) sur la grande complexité de la question (conflits entre les solidarités ethniques et les clivages sociaux au sein des ethnies, effets des classes d'âge, etc.), mais ne produit aucune analyse régionale et locale (les résultats locaux ne sont du reste pas présentés).

Les résultats nationaux sont présentés de façon malhabile (les présidentielles en pourcentages des exprimés et des législatives en pourcentages des votants, sans que ce soit précisé) et interprétés avec un grave contresens à plusieurs reprises : l'auteur crédite l'opposition d'un score de 62 % aux législatives (pages 38, 41, 43) alors qu'elle a obtenu 43,8 % des votants et 53,6 % des exprimés (je suppose que les « 62 % » proviennent de la simple soustraction des 38 % obtenus par le PAIGC du total des votants, qui attribue donc à l'opposition les 18,3 % de blancs et nuls !). Malgré cette erreur, l'analyse n'en reste pas moins fondée que l'opposition a été victime de sa division du fait de l'utilisation de la méthode de Hondt : avec 38 % des votants, le PAIGC s'est taillé une forte majorité absolue de 62 députés, tandis que les sept partis et coalitions de l'opposition, avec 44 % obtiennent seulement 38 députés.

Il y eut là un facteur de distorsion qui va peser lourd sur la stabilité du pays et la crédibilité de la démocratie, notamment dans les jeunes couches urbaines.

L'auteur conclut sur le caractère selon lui « fortuit » de la liaison entre démocratisation et développement — certains pays non démocratiques s'étant développés (les quatre « petits dragons » d'Asie) — ou certains ayant obtenu des résultats semblables avec des systèmes politiques totalement différents (Inde et Chine). Il induit là de manière mal maîtrisée une discussion de fond qui risque d'être interprétée, en ces temps d'apologie du *good government*, comme une inutilité de la démocratie pour les tâches du développement. Or il ne faudrait pas confondre l'insuffisance et l'inachève-

ment des processus de démocratisation — induisant à leur tour des processus délétères — avec leur inutilité. Ce n'est pas ce que dit l'auteur, mais sur cette question, il nous laisse sur notre faim. [M.C.]

BLACK (Richard) — **Angola.** — Oxford/Santa Barbara/Denver, Clio Press, 1992, 177 p. (World bibliographical series, 151.)

Après les numéros 78 (*Mozambique*), 121 (*Guinea-Bissau*) et 123 (*Cape-Verde*), Clio achève presque le tour des pays d'Afrique lusophone dans sa célèbre série bibliographique (seul manque le liliputien Sao Tomé e Príncipe). Le service rendu aux chercheurs est évident.

Richard Black est un géographe lusitaniste britannique, qui a publié en 1992 une thèse soutenue deux ans auparavant sur l'agriculture montagnarde portugaise. La performance est de taille car sa bibliographie sur l'Angola montre qu'il a mené de front deux gros travaux et témoigne de son intérêt conjoint pour les changements agricoles à la fois au Portugal et en Afrique australe. Il prévient lui-même des limites de son entreprise : « ... the material contained within it does not provide a comprehensive account of Angola, for a number of reasons ».

Parmi ces raisons, la première citée est tout à fait étonnante : « there is also a wealth of material in Portuguese, much of it unavailable outside Angola or Portugal, which makes important reading » (p. XII). Exact ! mais c'est précisément pour cela que l'utilité d'une bibliographie d'une série mondiale se doit de citer et de localiser les sources les plus difficiles à obtenir ! Du reste l'auteur l'a un peu fait, et croit devoir s'en excuser : « ... it has sometimes proved necessary to include some material in Portuguese, or in some cases in French, either to provide an adequate representation, or simply because of the importance of the source » (p. XIII). Il est incroyable d'avoir à dire cela dans une bibliographie sur l'Angola ! Le tout-anglais devient tellement la norme *pour*

les anglo-saxons eux-mêmes qu'ils sont obligés de s'excuser d'indiquer parfois (sic !) des sources en portugais et en français pour une bibliographie angolaise ! Cela devient grave...

L'auteur cite la majorité des archives et centres de documentation où les sources angolaises sont nombreuses, en Angleterre, aux États-Unis (notamment les sources missionnaires protestantes), en Angola (Arquivo Nacional de Angola) et au Portugal. Pour ce dernier pays sont cités le CIDAC, la Bibliothèque nationale de Lisbonne et municipale de Porto, la Société de géographie, l'Arquivo Histórico Ultramarino. N'oublions pas cependant l'Arquivo Nacional da Torre do Tombo aux sources considérables (avec les ouvertures progressives des archives de Salazar et de la PIDE qui ont évidemment des sources coloniales), l'Hemeroteca municipale qui a les principales collections de journaux des colonies, et la bibliothèque de l'ancienne École coloniale qui a de nombreux travaux d'administrateurs coloniaux (Instituto superior de ciências sociais e política). Bien que difficiles d'accès, il y a enfin l'Arquivo Histórico Militar, et celui de la Marine.

L'introduction balaye correctement la période récente, avec sans doute cependant une explication trop idéologique des guerres actuelles : « Much more significant than ethnic differences, however, have been the contrasting ideologies and international backers of these different organizations », p. XVII. De toute évidence la surreprésentation des sources anglo-saxonnes a pesé dans la compréhension de l'auteur.

Placée avant même le début de la bibliographie, une liste de thèses sur l'Angola soutenues de 1946 à 1989 est une excellente idée : mais pourquoi ne pas l'avoir incluse dans les références indexées ? et pourquoi est-elle si incomplète ? Le moindre catalogue de thèses microfilmées par la University Microfilm International ou le British Theses Service en indique beaucoup d'autres, dont certaines fondamentales. Par ailleurs, pas une thèse en français n'est citée, et notamment pas celle de Christine Messiant (1961, *L'Angola colonial, histoire et société, les prémisses du mou-*

vement nationaliste, Paris, 1983, EHESS, 2 vol., XXIV + 597 p., dir. : G. Balandier) qui aurait appris à R. Black que les oppositions en Angola n'ont pas du tout été principalement idéologiques... Rien en allemand (ou autres langues germaniques) non plus, ni dans cette liste ni dans le reste de l'ouvrage alors qu'il y a des noyaux non négligeables de chercheurs angolais germaniques.

Les 565 références (plus en réalité car certaines sources ne sont pas numérotées) sont comme d'habitude dans la série présentées soit de quelques mots, soit de véritables petits articles. Et les critiques que j'ai à faire n'enlèvent rien au sérieux de R. Black dans leur recueil : le travail sera de toute façon utile.

Toute bibliographie non exhaustive implique sélection. Mais la faiblesse vient ici non des critères scientifiques de sélection, mais de la limitation linguistique : par exemple aucune source cubaine ! Les références relatives à Cuba — seulement au nombre de huit — sont toutes d'auteurs anglo-saxons à l'exception de G. Garcia Marquez cité dans une traduction anglaise et du lamentable ouvrage en français d'E. Mestiri, que la sélection de R. Black aurait pu cette fois laisser de côté ! Mon travail sur le syndicalisme à Luanda est cité de façon fort sympathique, mais dans sa version dactylographiée (présente au CIDAC) et non dans l'ouvrage collectif définitif, *Bourgs et villes en Afrique lusophone*, L'Harmattan, 1989, qui inclut une grosse étude de Christine Messiant sur la sociologie du nationalisme. Du reste, il ignore visiblement ce chercheur français de l'Angola, quand même l'un des plus importants, dont aucun article n'est cité. René Pélissier n'est cité que marginalement : dans l'ouvrage commun en anglais avec D. Wheeler et pour une bibliographie. Les autres articles bibliographiques ne sont pas cités, l'étude publiée dans *Hérodote* non plus, et, ce qui est scandaleux, ni *Les Guerres grises, Résistances et révoltes en Angola (1845-1941)*, Orgeval, 1977, Éd. Pélissier, 630 p., ni *La colonie du Minotaure. Nationalismes et révoltes en Angola (1926-1961)*, Orgeval, 1978, Éd. Pélissier, 728 p., index,

très importantes bibliogr., statist., cartes, résumés en anglais. Ces ouvrages ont été également publiés en portugais et il est incroyable que R. Black ne les ait pas lus.

En langue portugaise, certaines faiblesses aussi sont dommageables : ainsi F.W. Heimer n'est cité que dans la version anglaise de son étude sur la décolonisation, la thèse de Duarte de Carvalho sur Luanda (*Ana a Manda*) est ignorée, ainsi que les travaux de Mario Murteira (une seule référence en anglais pour cet auteur), de M. Ennes Ferreira et d'A. Torres sur l'économie angolaise pour ne parler que de trois des plus importants économistes portugais sur l'Angola.

Il est dommage que la revue *People's Power*, publiée à Londres par les supporters enthousiastes de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée-Bissau, ne soit pas citée, car elle a représenté tout un secteur de l'historiographie angolaise anglaise. Mais surtout la liste des périodiques africanistes portugais (mis dans le chapitre « Media », alors que la plupart des périodiques anglo-saxons sont, eux, inclus dans le chapitre « Directories and Current Reference Sources »...) n'est pas suffisante : *Africa Confidential*, le mensuel lisboète favorable à l'UNITA est ignoré (il est devenu depuis *InforAfrica Confidential* afin de le discerner du *Africa Confidential* britannique, et a changé d'orientation) ainsi que *Grande Reportagem*, *Expresso*, *Público* qui publient souvent des articles très consistants sur l'Angola. *Africana*, publié à Porto par un centre d'études africaines privé rassemblant des nostalgiques de l'ancien régime mais contenant souvent des articles documentés, est omis. Signalons enfin la publication du CIDAC qui commençait sa parution au moment où l'ouvrage de R. Black devait être sous presse, *Angola-Mozambique*, revue de la presse portugaise sur ces deux pays. Aucune des revues africanistes brésiliennes (*Africa*, *Cadernos afro-asiáticos...*), espagnoles (*Studia Africana...*), et françaises (*Cahiers d'histoire d'Outre-Mer*, *Cahiers d'études africaines*, *Afrique contemporaine*, *Politique africaine...*) ayant inclus des articles sur l'Angola n'est citée à l'exception de

Présence africaine — or, est-ce bien mérité pour cette dernière ?

Certes, on peut toujours critiquer une bibliographie en cherchant systématiquement ce qui n'y est pas. Contrairement peut-être aux apparences, mon problème n'est pas là : en réalité les défauts du volume 151 de la World Bibliographical series ne sont pas imputables au seul auteur, qui en l'occurrence a travaillé honnêtement. C'est la série elle-même qu'il faut revoir, qui abusivement s'intitule et se présente comme « mondiale » alors qu'elle est étroitement conçue en fonction d'un public ne sachant que l'anglais, appelé à s'instruire sur les pays tiers au travers de la seule vision anglo-saxonne. La marge de manœuvre des auteurs est dès lors étroite. Le résultat, en dehors de toute polémique linguistique, est scientifiquement très contestable. [M.C.]

TUBIANA (Marie-José) — **Femmes du Sahel, Tchad-Soudan, regards donnés.** — Paris, Sédia, 1994, 80 p., 41 photos, une carte.

Accompagnées de commentaires dont la précision apporte de nombreux renseignements sur la vie quotidienne, les attitudes, les techniques et les parures féminines, les photographies que nous livre Marie-José Tubiana sont autant de documents sur les « travaux et les jours » des femmes de la bande sahéenne de l'ouest du Soudan au lac Tchad. On insistera sur ces petits textes, apparemment sans prétention mais d'une très grande richesse documentaire, car l'attention est, d'emblée, fixée par les illustrations.

... Et ce n'est pas sans nostalgie que ceux qui ont aimé le Tchad parcourront ce recueil de photographies : que de regards, que de sourires, volés ou partagés, que de phrases échangées dans un mauvais arabe, ne reviennent en mémoire en feuilletant cet ouvrage ?

Femmes du Tchad ! Dans la pénombre du soir qui tombe sur le village, elles se faisaient discrètes pour nous apporter la boule et la sauce ; sur la

route poussiéreuse, sous le soleil du Sahel, elles éclataient de rire en montant dans le pick-up vers la ville voisine ; en procession, le panier ou laalebasse sur la tête, elles se rendaient en bavardant vers le marché ; à flanc de montagne, elles broyaient le mil sur une meule dormante ; au bord de la mare, au puits, sous l'auvent ou dans la rue, seules ou en groupes, autour du thé ou au moment de la coiffure, combien d'entre elles nous reviennent en mémoire ?

Vous ne trouverez pas ici de ces beautés fatales fardées et habillées par les grands couturiers parisiens, de ces « Africaines » revues et corrigées par tel grand photographe pour faire fantasmer les Blancs, pas plus que vous ne trouverez de photos de l'Africaine asservie ployant sous le faix que les ministres de la promotion féminine brandissent dans les conférences internationales... Mais vous trouverez les femmes que nous avons rencontrées entre le lac Tchad et le Dar For, dans leurs costumes de fête ou de travail, épanouies et gaies, dignes, fières... belles !

On aimerait ne garder de ces « belles passantes » que les souvenirs qu'évoquent ces photos des heures paisibles, mais on ne sait que trop que ces regards de femmes se sont trop souvent voilés devant le corps d'un mari, d'un enfant ou d'un frère fauché par la mitraille ou par la famine...

Pourtant, qui sait lire ces regards comprendra que, lorsque Joseph Béhidj, le vice-président de la Ligue tchadienne des droits de l'homme, fut assassiné, ce furent les N'Djaménoises qui se dressèrent contre le régime, entraînant derrière elles les hommes abasourdis.

Qu'elles sont belles, mes sœurs du Tchad ! [J.P.M.]

Condition de la femme et population, le cas de l'Afrique francophone. — Paris, CEPED, FNUAP, l'URD, 1992.

Cette publication est issue d'un séminaire tenu à Lomé en 1992. La

question démographique, première, y est entièrement corrélée aux conditions de vie des femmes. L'hypothèse est que la promotion de la femme a un effet direct sur la fécondité et par là sur la démographie.

Actuellement, l'accroissement démographique ruine les efforts de la croissance économique. Contrôler la natalité (actuellement de 6 à 8 enfants par femme) est un impératif (retenu par 60 % des gouvernements francophones). Or la planification familiale renvoie aux questions de santé des mères et des enfants et celles-ci sont la conséquence de la place, du rôle et de la reconnaissance des femmes dans la société.

La mortalité infantile et, plus oubliée comme une fatalité, la mortalité maternelle sont à combattre simultanément.

La fécondité élevée est liée à un mode de vie. Tant en milieu rural qu'urbain, la tradition ici ou des changements récents là contribuent à entretenir la femme dans une position inégalitaire et de tutelle. Mariage précoce, réduction de l'espace intergénéral, polygamie sont autant de facteurs favorisant la natalité. Ceci s'articule à d'autres déterminants variés comme la migration, la pression du milieu familial et social pour une nombreuse descendance, la coutume des enfants confiés où les filles sont plus défavorisées, les projets de réaménagement agricole qui négligent les femmes, les problèmes de scolarisation, etc. Par exemple, la migration, celle des hommes, implique pour les femmes une charge accrue, leur isolement, le recul de l'âge du mariage et ce faisant des grossesses prénuptiales. Celle urbaine des femmes, si elle peut être parfois une démarche de refuge, conduit trop souvent à la déchéance : sans ressources, misérables certaines se prostituent.

A propos de la migration féminine, les auteurs soutiennent une thèse paradoxale. Si le milieu urbain est un espace de déstructuration, de dérives et de solitude, il est cependant le moyen d'échapper aux contraintes coutumières qui essentiellement empêchent l'usage de la planification familiale. Aussi l'exode rural accompagné d'un renforcement de

la formation féminine serait une solution d'avenir.

Ce type de suggestion pour améliorer les conditions de vie des femmes et de là baisser leur fécondité ouvre sur un abîme d'incertitudes qui ne tempère en rien les conseils des auteurs : par ce moyen diminueraient les solidarités familiales au profit des solidarités conjugales... ce qui peut laisser perplexe.

L'un des supports essentiels de cette analyse est constitué de données statistiques démographiques, ce qui nous apparaît insuffisant. Conclure que deux conditions conjuguées, la scolarisation et l'urbanisation, permettraient une valorisation de la femme interroge. Certes la prolongation de la scolarité retarde la venue d'enfant, toutefois c'est oublier qu'ensuite les femmes se « rattrappent ». Retenir comme une projection d'avenir les résultats d'enquêtes d'opinion auprès d'adolescents paraît plus qu'incertain.

Néanmoins, bien des constats contenus dans ces entretiens sont éminemment utiles et riches. Un chapitre est consacré à l'ampleur de l'épidémie du sida, mais là encore n'est pas assez soulignée l'importance des ethnothéories sur la maladie qui entravent prévention et soins.

L'urgence de la situation paraît telle que les auteurs parlant de l'indispensable changement des modes de vie sociale doutent d'une évolution progressive et parlent d'éventuelles actions autoritaires des gouvernements. [O.R.C.].

ZAGRE (Pascal) — Les politiques économiques du Burkina Faso. Une tradition d'ajustement structurel. — Paris, Karthala, 1994, 244 p (cartes, tableaux, bibliogr.).

Universitaire, économiste de renom, ancien ministre du Plan et de la Coopération, fonctionnaire international de grande expérience, P. Zagré nous livre là une synthèse bienvenue des politiques économiques conduites dans l'espace qui allait devenir le « pays des hommes intègres » en 1984, depuis l'indépendance à nos jours. Alors que le Burkina,

comme les autres États subsahariens, s'astreint à avaler la potion amère que lui administrent depuis mars 1991 les institutions de Bretton Woods, le survol que nous propose P. Zagré montre de façon convainquante — et le sous-titre de l'ouvrage est des plus éloquents à cet égard — que la mise du Burkina sous ajustement structurel s'inscrit dans une continuité historique caractérisée par un effort quasi permanent d'auto-ajustement unique en Afrique subsaharienne.

Ce qui frappe d'abord dans ce livre est la masse de données chiffrées collectées et utilisées à bon escient par l'auteur. Certes, on peut penser que ses fonctions lui ont facilité l'accès à des sources documentaires et statistiques pas toujours aisément disponibles. Tant mieux, car voilà que se trouve ainsi mis à la disposition des chercheurs un outil de travail de grande valeur.

La rigueur gestionnaire, P. Zagré en voit la récurrence au travers de trois expériences politiques qui ont marqué, chacune, les trois dernières décennies. Tout commence en 1966. La Première République de Maurice Yaméogo s'effondre, laissant le pays au bord de la banqueroute. Les militaires qui se saisissent du pouvoir ont une préoccupation majeure : assainir les finances publiques. L'artisan de cette politique sera un intendant-général, M.T. Garango. Régnant en maître au ministère des Finances et du Commerce, il va administrer au pays un traitement de choc (« un PAS avant la lettre », écrit P. Zagré, p. 65) qui reste gravé encore dans la mémoire des Burkinabè sous le nom de « garangose ». C'est dire si le remède fut douloureux... mais efficace. En effet, alors qu'un peu partout en Afrique, les militaires faisaient aussi mal que les civils qu'ils avaient chassés du pouvoir, dans l'ex-Haute-Volta, l'économie, sous leur fêrule, se redressait pour afficher bientôt une santé que d'autres pays, mieux nantis, pouvaient lui envier. Cette politique d'austérité finit pourtant par lasser la population et les syndicats, dont on sait la puissance au Burkina. A la recherche d'un nouveau consensus social, le chef de l'État, le général

Lamizana, se résolut donc à remercier son grand argentier, qui se vit offrir un exil diplomatique doré à Bonn. Avec le départ de Garango, c'en était finie de la rigueur et les jeux clientélistes, contenus, pouvaient reprendre de plus belle.

Mais le Burkina n'allait pas tarder à renouer avec l'austérité budgétaire. Camouflée sous les oripeaux de la « révolution démocratique et populaire » du 4 août 1983, elle n'aura rien à envier aux recettes en honneur à la Banque mondiale, notamment en ce qui concerne la réduction du train de vie de l'État et la déflation des effectifs de la fonction publique par les « dégagements » autoritaires. Certes, le projet sankariste s'opposera au credo libéral triomphant des années 80 par son option en faveur du capitalisme d'État mais, au total, les résultats obtenus en matière d'assainissement des finances publiques seront supérieurs à ceux enregistrés à la même époque par bien des pays engagés, eux, dans l'ajustement version Bretton Woods.

Manifestement, P. Zagré ne voit pas que des défauts dans l'expérience sankariste. Il est néanmoins regrettable qu'emporté par son élan, il se laisse aller parfois à des jugements erronés, comme lorsque, parlant des projets d'aménagement urbain, il affirme, contre toute évidence, que la révolution a pu, ce faisant, juguler la spéculation foncière (p. 155). Dans l'ensemble pourtant, on conviendra avec lui que le bilan économique-financier de quatre ans de sankarisme est loin d'être négatif, et qu'il est, en tout état de cause, infiniment moins sombre que ne l'a prétendu le Front populaire à sa prise de pouvoir, le 15 octobre 1987. En fait, souligne P. Zagré, le problème de l'auto-ajustement sankariste est que, pour les bailleurs de fonds internationaux, il n'était pas « politically correct » car, « tout pays, du moins tout pays sous-développé, doit obligatoirement faire de l'ajustement sous la férule du FMI et de la BIRD » (p. 172).

Isolé, en proie malgré tout à des difficultés de trésorerie, le Burkina de Blaise Compaoré allait donc se trouver contraint de se soumettre à l'orthodoxie

financière du FMI hors de laquelle, on le sait, il n'est point de salut. Les négociations, entamées en septembre 1989, aboutiront en mars 1991. Mais, fortes des acquis de la période antérieure, les autorités burkinabè jouiront d'une marge de manœuvre appréciable, cependant que, fait unique en Afrique, l'élaboration du PAS sera précédée par un large débat national auquel participeront en mai 1990 toutes les forces vives de la nation. S'il est encore trop tôt pour tirer un bilan de cet ajustement « légitime », P. Zagré, comme d'autres observateurs de la vie politique burkinabè, craint que l'afflux de ce qu'il appelle le « new money » (p. 186) n'entraîne un laisser-aller et l'abandon de la « sobriété » et la « modestie » (p. 225) qui, vaille que vaille, ont souvent caractérisé le rapport des élites burkinabè à la chose publique.

Ainsi résumé, ce livre est intéressant en ce qu'il montre sans équivoque, chiffres à l'appui, qu'il y a bien une (relative) exception burkinabè dans une Afrique massivement soumise au néopatrimonialisme et à la politique du ventre. Et qu'il y a une échappatoire à l'ultra-libéralisme en vigueur aujourd'hui : l'expérience burkinabè d'auto-ajustement, dans ses versions « Garango » et « Sankara », suggère, en effet, que l'État peut être cet agent du développement dont l'Afrique a plus que jamais besoin. Mais, pour cela, il faut une volonté politique.

Au total, on a donc là un ouvrage que tout chercheur intéressé par le Burkina devrait lire. Dommage seulement que la bibliographie soit si éclectique, le meilleur (les travaux érudits de M. Izard sur les royaumes mossis) y cotoyant le pire (l'« œuvre » affligeante de R.-J. Guion dédiée à la gloire de Blaise Compaoré (1)), cependant que manquent curieusement à l'appel les deux numéros (20 et 33) que *Politique africaine* a consacrés au Burkina. [R.O.]

(1) Blaise Compaoré, *Réalisme et intégrité. Portrait de l'homme de la « rectification » au Burkina Faso*, Paris, Berger-Levrault international, 1991.

GOUTALIER (R.) (dir.) — **Mémoires de colonisation. Relations colonisateurs-colonisés.** — Paris, L'Harmattan, 1995.

Favoriser une confrontation entre historiens de la colonisation et témoins directs de celle-ci (anciens colonisateurs, anciens colonisés), collecter de nouveaux témoignages oraux afin d'avancer vers la véritable connaissance scientifique d'un domaine encore trop souvent évalué sur le seul plan passionnel et de préciser certains aspects de l'histoire des mentalités et de la vie quotidienne absents des sources écrites, tel est le but du colloque qui s'est tenu les 3 et 4 décembre 1993 à l'université de Provence et aux archives d'Outre-Mer, colloque dont les vingt-deux communications sur le thème « relations colonisateurs-colonisés » sont reproduites dans cet ouvrage.

Le but est certes des plus louables. Comme le précise en effet R. Goutalier, « un devoir de mémoire s'impose » et « il convient de se hâter car le temps passe, les témoins vieillissent et disparaissent. Dans guère plus d'une décennie le combat pour les sources orales sera sans objet. » Le thème du colloque n'en reste pas moins trop vaste et ce faisant trop vague. De là l'impression d'un certain éparpillement et d'un manque de continuité dans les sujets, pays et époques abordés. Au niveau des pays, l'éventail s'étale en effet de la Mauritanie à Madagascar, en passant par le Soudan, le Sénégal, le Maroc... (avec toutefois une nette insistance pour les pays du Maghreb). Les périodes analysées vont des années de pacification à celles de la décolonisation. Quant aux sujets, l'on voit mal le lien pouvant exister entre « le transport de l'or au Soudan en 1941 » (R. Pommeraud) et « le bilan provisoire du colloque "mémoires voltaïques" » (G. Massa), pour ne prendre que cet exemple significatif. Tout bien considéré, il n'est guère que l'approche commune (l'appui sur les sources orales) qui cimenterait le tout.

A cela s'ajoutent certaines lacunes. L'on s'attendait à lire les témoignages

de colonisateurs et de colonisés : or ces derniers, mis à part Mahjoubi Ahardan (ancien ministre député au Maroc) et A. Ndaw (ancien doyen de la faculté des lettres de Dakar) sont particulièrement absents comparés au nombre de colonisateurs intervenant.

L'on s'attendait également à trouver des analyses et témoignages portant essentiellement sur les mentalités et la vie quotidienne des uns et des autres... Or ce n'est pas toujours le cas. Une part trop importante est ainsi accordée selon nous à des problèmes méthodologiques qui sont certes très intéressants et devaient être notés, mais ne sont pas toujours propres à l'histoire coloniale d'une part, et auraient pu d'autre part être raccourcis au profit de plus amples développements sur le résultat des enquêtes effectuées. D'autres interventions se perdent également dans des questions de définition (qu'est-ce que la colonisation ?) ou dans des problèmes conceptuels (ambiguïté des termes assimilation et accommodation) qu'il est difficile de pouvoir régler en quelques pages. D'une façon générale d'ailleurs, l'on ne peut que regretter le nombre trop important des interventions, lequel rend les articles parfois bien succincts.

L'ouvrage n'en a pas moins ses aspects positifs. Vu la diversité des articles, chacun aura tendance à privilégier certains d'entre eux plutôt que d'autres, selon son intérêt personnel. En ce qui nous concerne, nous attirerons l'attention du lecteur sur l'analyse de Ibrahima Abou Sall (chercheur à l'université Paris VII) portant sur la vision des colonisateurs par les populations du sud de la Mauritanie, vision ambiguë, souvent emprunte de mythe, et qui selon les époques et les groupes sociaux considérés, va de la haine et la crainte à la compréhension et la confiance mutuelles. Nous retiendrons également l'article de C.H. Perrot (professeur à l'université Paris I) sur le rôle important des premières générations de colonisateurs dans l'accumulation des connaissances historiques sur les sociétés précoloniales africaines, connaissances qui passent souvent par d'arbitraires restructurations du passé en raison des intérêts et des enjeux politiques bien précis du

moment. Citons également le témoignage très intéressant d'un colonisé, Mahjoubi Ahardan, ancien caïd marocain auxiliaire de l'administration française, tiraillé aux heures de l'indépendance entre son allégeance à la nation protectrice et sa loyauté pour le souverain du pays. A noter enfin les interventions de certains membres de l'administration coloniale française, qu'ils aient été dans les années 50, ingénieurs des Eaux et Forêts au Cameroun (J. Guillard), administrateur dans un cercle de Mauritanie (G. Feral) ou bien assistante sociale en Guinée, Soudan français et Haute-Volta (A. Audibert). Tous ces témoignages contribuent à leur manière à donner de la politique coloniale française l'image d'une politique faite, comme le précise A. Audibert, « d'un peu d'administration, de beaucoup de pragmatisme et de contact avec le milieu pour faire passer le message » (p. 140). Ils mettent d'autre part en évidence les conflits ayant existé au sein même des différentes branches de l'administration coloniale française (A. Audibert), entre cette dernière et ses collaborateurs indigènes (Mahjoubi Ahardan), l'ambiguïté également des rapports entre communautés blanches et populations locales (souvent emprunts d'une certaine ségrégation raciale).

L'insistance sur ces quelques interventions ne diminue en rien l'intérêt que peuvent avoir les autres articles. Nombre d'entre eux mériteraient en effet une attention particulière de par leur contribution à cette histoire coloniale, qui, comme l'ouvrage le précise après C.R. Ageron, « reste à écrire »... [V.D.].

QUAGHEBEUR (Marc), VAN BALBERGHE (Émile) (dir.), FETTWEIS (Nadine) et VILAIN (Annick) (collab.) — **Papier blanc, Encre noire.** — Bruxelles, Éditions Labor, 1992, 2 volumes, 690 p., et un dossier établi sous la direction de Marc Quaghebeur par Annick Vilain, avec Nadine Fettweis, Antoine Tshitungu Kongolo et Émile Van Balberghe, 73 p. et illustrations.

— **Inventaire du fonds « Afrique centrale » des Archives et Musée de la littérature.** — Bruxelles, Archives et Musée de la littérature, 1992, 132 p.

HALEN (Pierre) — **Le Petit Belge avait vu grand ; une littérature coloniale.** — Bruxelles, Éditions Labor, 1993, 398 p.

JACQUEMIN (Jean-Pierre) (dir.) — **Racisme, Continent obscur, clichés, stéréotypes et phantasmes à propos des Noirs dans le royaume de Belgique.** — Bruxelles, Coopération par l'éducation et la culture, Le Noir du Blanc/Wit over Zwart, 1991, 215 p., illustrations.

Les nombreux participants au projet collectif *Papier blanc, Encre noire*, coordonné par Marc Quaghebeur, responsable de la Cellule fin de siècle de la Communauté française de Belgique (Bd Léopold II, 44, 1080 Bruxelles, télécopie 32.2.413.21.16), nous annoncent une bonne nouvelle : l'arrivée d'une équipe dynamique, compétente et à l'enthousiasme quasi militant pour la littérature du Zaïre et de l'Afrique centrale. Je me suis assez plaint de la glaciation belge dans le domaine des études culturelles et littéraires sur l'Afrique, qui semblait avoir suivi le départ à la retraite d'Albert Gérard, et l'installation aux États-Unis de la brillante cohorte qui avait créé l'enseignement universitaire au Zaïre (Vansina, Biebuick, etc.) pour boudier mon plaisir devant ces retrouvailles des Belges avec leur histoire coloniale et l'histoire du Congo. Elles sont si inextricablement mêlées que V.Y. Mudimbe propose dans son dernier livre *Parables and Fables* (Madison, 1991) de considérer Tempels et quelques autres comme des philosophes et des écrivains africains. Certes ces retrouvailles se font sur fond de francophonie et cela ne laisse pas de m'indisposer (que veut dire l'expression « culture francophone » qui figure sur la page de titre ?), mais la francophonie belge est une francophonie menacée, consciente des autres langues, infiniment plus sensible aux autres que la version

rue Monsieur (coopération française) des mêmes aberrations : c'est une francophonie dont les Occitans peuvent se sentir solidaires !

Ces deux volumes se présentent comme une série d'études sur la littérature coloniale belge, d'excellente facture : ils posent implicitement le postulat de la naissance de la littérature congolaise au sein de la littérature coloniale. Ce thème est trop peu abordé en France : or il me paraît de nature à éclairer beaucoup plus l'histoire de la littérature africaine que la sempiternelle glose sur la négritude parisienne, lancée par une Belge, mais dont on sait la valeur catéchétique encore aujourd'hui. Je distinguerai particulièrement l'entretien de Pierre Haffner avec Paul Lomami Tchibamba, très intéressant pour l'histoire de la littérature africaine, le travail de Nadine Fettweis sur le phénomène Zamenga, l'excellent article de Lilyan Kesteloot sur « Mudimbe bernanosien », et évidemment Albert Gérard, qui réfléchit sur les « spécificités de la littérature zaïroise » pour une fois au milieu de ses compatriotes, alors que Mudimbe s'est fait, suprême coquetterie, traduire de l'anglais ! Pius Ngandu, à son habitude ouvre de nouvelles voix dans une réflexion très stimulante sur la chanson zaïroise. Il s'agit donc d'un travail tout à fait remarquable en complément duquel se trouvent une exposition et un catalogue qui sont une introduction à la naissance de la littérature zaïroise, à travers quatre grandes parties : l'État « indépendant, la colonie, le tournant des indépendances, et enfin

la période contemporaine. Des noms d'écrivains comme Stefano Kaoze, Paul Panda Farnana, puis plus tard Albert Mongita ou Bandibanga apparaissent dans ce qui est vraiment un champ littéraire qui comprend la théologie (le cardinal Malula) comme la philanthropie romancée de Zamenga Batukezanga... L'inventaire du fonds « Afrique centrale des Archives et Musée de la littérature » dû à la Cellule Fin de Siècle complète cet ensemble qui se révélera vite indispensable à la connaissance de l'histoire culturelle du Zaïre.

Je signale aussi que deux des participants au projet précédent apportent à des titres divers leur éclairage sur ces questions. Pierre Halen publie sa thèse sur la littérature coloniale belge. Il nous propose une très fine réflexion sur l'exotisme et l'africanité et évite de tomber dans les pièges d'un tel sujet. Il milite pour une approche « compréhensive » qui cherche à la fois à déconstruire les mythes coloniaux, mais en même temps permette d'accéder au socle archéologique sur lequel ils reposent et permet souvent leur diffusion dans d'autres secteurs de la culture et parfois dans « les meilleurs ouvrages ». Cet effort archéologique est à l'œuvre dans le recueil d'essais coordonnés par Jean-Pierre Jacquemin et s'applique aux images diffusées dans l'iconographie, les manuels scolaires, les bandes dessinées (les aventures de Blondin et Cirage...) : comme le dit très bien Jean-Pierre Jacquemin le vrai continent obscur n'est autre que celui de notre propre obscurantisme. [A.R.]